

## Dans ce numéro

### ■ A l'ordre du jour : le 29<sup>e</sup> sommet de l'UA

Lors du récent sommet de l'Union africaine, quelques pays se sont plaints du processus décisionnel des **réformes de l'organisation**.

Les dirigeants ont par ailleurs décidé que septembre serait un « **mois d'amnistie** » pour les individus détenant des armes illégales.

### ■ Coup de projecteur sur la situation au Sahel

La nouvelle **force conjointe pour le Sahel** a vocation à intervenir là où les troupes de l'ONU et de l'opération Barkhane, menée par la France, ne sont pas jusqu'ici parvenues à progresser.

Le **Liptako-Gourma**, zone frontalière située aux confins du Niger, du Mali et du Burkina Faso, recevra une attention toute particulière du G5 Sahel.

Lori-Anne Thérout-Bénoni, experte au sein de l'équipe de l'ISS, explique que **les jeunes du Sahel** qui viennent grossir les rangs des groupes djihadistes le font pour des considérations autres que financières ou religieuses.

### ■ Vues d'Addis

Face à l'incertitude et aux compressions budgétaires, **les partenariats** mondiaux sont désormais cruciaux.



# Rapport sur le Conseil de paix et de sécurité

“ « Le sommet a mis à nu les débats au sujet du processus de réforme »

Page 4

“ « L'utilisation du concept de "radicalisation" pourrait bien être impropre »

Page 14

“ « C'est au tour d'Israël de suivre le mouvement »

Page 19



## À l'ordre du jour

Un sommet marqué par l'incertitude des réformes engagées

Du 27 juin au 4 juillet 2017, l'Union africaine (UA) a organisé à Addis Abeba son 29<sup>e</sup> sommet. Celui-ci était censé tracer la voie à suivre par l'organisation à la suite de l'adoption, au cours des 12 derniers mois, de décisions historiques concernant le financement et la réforme de l'UA. Un certain flou persiste cependant au sujet de la mise en œuvre de ces décisions.

À l'occasion du 27<sup>e</sup> sommet de l'UA, qui s'est tenu à Kigali en juillet 2016, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'organisation ont adopté un nouveau mécanisme de financement. Ce mécanisme, proposé par le haut représentant de l'UA pour le Fonds de la paix, Donald Kaberuka, prévoit un prélèvement de 0,2 % sur les importations non africaines.

Le rapport intermédiaire repousse à janvier 2019 la pleine application de la décision prise à Kigali concernant le financement de l'organisation

En janvier 2017, les chefs d'État ont également entériné les réformes institutionnelles proposées par le président rwandais Paul Kagamé. Ces réformes s'articulent autour de cinq axes : mettre l'accent sur certaines priorités-clés ; remanier les institutions de l'UA afin d'atteindre ces priorités ; rapprocher l'UA de ses citoyens ; gérer les affaires de l'UA de manière efficace et efficiente aux niveaux politique et opérationnel ; et assurer la pérennité du financement de l'UA et la pleine appropriation de cet objectif par ses États membres.

En janvier 2017, la décision finale de la Conférence de l'UA ne comportait aucune précision quant à la portée du mécanisme, à l'échéancier de sa mise en place ou encore à la création d'un éventuel organe de contrôle. Le 29<sup>e</sup> sommet était censé lever le flou sur ces aspects.

Aucune vision claire n'en est cependant ressortie quant à la marche à suivre.

### Report de la mise en œuvre

Le rapport intermédiaire présenté lors du sommet par Kagamé aux chefs d'État et de gouvernement africains repousse d'une année la pleine application de la décision prise à Kigali concernant le financement de l'organisation. Ce report à 2019 indique que la mise en place de ces décisions est moins aisée que prévu.

#### Président actuel du CPS

**S.E.M. Bankole Adeoye**

Ambassadeur du Nigeria en Éthiopie et Représentant permanent auprès de l'UA

#### Les membres actuels du CPS sont

l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Botswana, le Burundi, l'Égypte, le Kenya, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la République du Congo, le Rwanda, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo et la Zambie.

Entre temps, le sommet a adopté un budget de 769 millions de dollars US pour l'année financière 2018 sur la base du système actuel de financement.

Toutefois, le rapport intermédiaire présenté par Kagamé propose un mécanisme de surveillance et émet des recommandations à mettre en place d'ici janvier 2019, date butoir fixée par l'ambitieuse matrice de mise en œuvre.

## D'ici juillet 2018, la question cruciale de la division du travail entre l'UA et les CER devrait être clarifiée

Selon cette matrice, les recommandations suivantes comptent parmi celles à appliquer d'ici janvier 2018 : mise en place d'une troïka à la présidence de l'UA ; réexamen du cadre régissant les sommets avec les partenaires ; tenue d'un seul sommet ordinaire de l'UA chaque année au mois de janvier, le sommet du mois de juillet se muant en une réunion de coordination avec les communautés économiques régionales (CER) ; et création de nouveaux mécanismes visant à imposer des sanctions et à assurer la mise en œuvre.

À moyen terme, c'est-à-dire d'ici juillet 2018, la question cruciale de la division du travail entre l'UA et les CER devrait être clarifiée.

Les différents documents portant sur les relations entre l'UA et les CER privilégient tantôt une structure verticale donnant la primauté à l'organisation continentale et tantôt le principe de subsidiarité accordant le rôle principal aux CER. Une telle clarification aurait un impact sur certaines autres recommandations, notamment la structure proposée de la Commission de l'UA.

### Une méthodologie critiquée

Bien qu'il semble y avoir consensus sur la nécessité des réformes proposées, les États membres de l'Afrique australe, de Nord et de l'Est ont émis de nombreuses critiques concernant la méthodologie employée. Cette méthodologie, utilisée en juillet 2016 et en janvier 2017, consiste à présenter les rapports directement aux chefs d'État et de gouvernement, sans passer par le Conseil exécutif où siègent les ministres des Affaires étrangères.

Les critiques estiment que cette manière de procéder ne laisse pas assez de temps aux chefs d'État et à leurs délégations pour examiner en détail les rapports soumis. Pour eux, elle représente un contournement des organes décisionnels prévus dans l'Acte constitutif de l'UA, à savoir les comités techniques spécialisés, le Comité des représentants permanents et le Conseil exécutif.

En outre, il convient de noter qu'aucune puissance régionale ne semble avoir fait siennes les initiatives en matière de financement et de réforme, laissant la responsabilité de leur promotion aux dirigeants des petits États.

---

\$769 millions

MONTANT DU BUDGET  
DE L'UA POUR 2018

---

## La mise en œuvre de certaines recommandations pose question

Sur le fond de la réforme, de nombreuses recommandations se heurtent à une mise en œuvre difficile.

La conformité du nouveau mécanisme de financement avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est source de préoccupation pour de nombreux États membres et leurs partenaires internationaux. Pas moins de 48 pays africains sont signataires de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC et la viabilité de la taxe sur les importations dépendra des éclaircissements qui seront apportés à ce sujet.

La création d'une troïka composée de l'actuel président en exercice de l'UA, de son prédécesseur et de son successeur, nécessiterait quant à elle une modification de l'Acte constitutif. Le rôle de la présidence de la Conférence, laquelle est élue en même temps que la présidence de l'UA, doit être précisé. La mise en place de la troïka implique-t-elle pour l'UA un plan de travail triennal ? Par ailleurs, comment assurer une certaine cohérence et une certaine continuité d'une présidence à l'autre ?

### Le rôle de la présidence de la Conférence doit être précisé

En outre, le renforcement du rôle de la présidence passe également par une division plus claire du travail entre le président de l'UA et le président de la Commission de l'UA, afin d'éviter tout doublon et toute concurrence.

Dans le même ordre d'idée, la création d'une unité de mise en œuvre des réformes au sein du bureau de la présidence pourrait provoquer un chevauchement de responsabilités avec la vice-présidence, laquelle est officiellement responsable de l'administration et du financement de la Commission.

Le fait que plusieurs propositions audacieuses contenues dans le rapport initial aient été abandonnées en cours de route illustre bien les difficultés auxquelles ces réformes font face.

Par exemple, la préconisation de limiter le rôle du Comité des représentants permanents, composé des ambassadeurs auprès de l'UA à Addis Abeba et faisant office d'organe de surveillance, à celui de simple canal de communication entre la Commission de l'UA et les capitales, a été édulcorée. Le recentrage de l'UA sur un nombre restreint de priorités-clés, qui constitue une autre caractéristique du rapport initial de Kagamé, ne s'est vue fixer aucune date butoir. Passée l'euphorie de janvier, ces exemples démontrent bien la fragilité du consensus entre les chefs d'État au sujet du contenu du rapport en question.

Au lieu d'aboutir à un ensemble de réformes, le 29<sup>e</sup> sommet a mis à nu les discussions, les débats, voire les désaccords entre les États membres au sujet du processus de réforme. Il reste à voir si les divergences d'opinions peuvent être surmontées afin de parvenir à un réel consensus.

# À l'ordre du jour

La situation au Burundi, en Somalie et au Soudan du Sud, au menu des discussions du 29<sup>e</sup> sommet de l'UA



Lors du récent sommet semestriel de l'UA à Addis Abeba, les questions de paix et de sécurité ont pris plus d'importance que les années précédentes. Les chefs d'État et de gouvernement ont abordé les crises au Burundi, au Soudan du Sud et en Somalie sans qu'aucune décision majeure soit prise.

Le nouveau président de la Commission de l'Union africaine (CUA), Moussa Faki Mahamat, a veillé à ce que les questions de paix et de sécurité figurent en bonne place à l'ordre du jour de la Conférence du 29<sup>e</sup> sommet de l'UA. Lors des sommets précédents, c'est sans longs débats que les chefs d'État ont souvent adopté la plupart des recommandations émises par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) dans son rapport semestriel à la Conférence de l'UA.

Moussa Faki Mahamat a veillé à ce que les questions de paix et de sécurité figurent en bonne place à l'ordre du jour

Lors de ce sommet, plus de 20 décisions du CPS sur les questions de paix et de sécurité ont été soumises à la Conférence. Les initiés estiment cependant qu'au cours des débats, le président de la CUA n'a pas pris clairement position concernant certains scénarios de conflits et qu'il n'a pas non plus poussé son auditoire à envisager des solutions tangibles. En outre, aucun sommet du CPS n'a eu lieu en amont du sommet de l'UA, ce qui aurait pu permettre l'adoption de mesures plus audacieuses concernant certaines crises qui secouent le continent. Le Protocole sur le CPS stipule qu'au moins un sommet du CPS doit avoir lieu chaque année. En 2016, le CPS s'est réuni au niveau des chefs d'État au mois de janvier, en marge de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York. Il est intéressant de noter que les chefs d'État de certains membres importants du CPS tels que l'Afrique du Sud n'ont pas fait le déplacement à l'occasion de ce 29<sup>e</sup> sommet. Le Nigeria était quant à lui représenté par son vice-président.

## Volte-face au sujet du Burundi

Les décisions adoptées lors de ce sommet semblent revenir sur certaines décisions prises initialement par le CPS et favorisent en grande partie le *statu quo* dans les pays en crise.

---

20

NOMBRE DE DÉCISIONS PORTANT  
SUR DES SITUATIONS DE CONFLIT  
ADOPTÉES LORS DU SOMMET

---

Dans le cas du Burundi, l'UA semble désormais tolérer la révision de la constitution survenue en 2015, malgré les protestations des mouvements d'opposition. Dans sa décision adoptée lors du 29<sup>e</sup> sommet, l'UA appelle ainsi le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour «élargir autant que possible le consensus sur la révision en cours de la Constitution, avec la participation de toutes les parties prenantes et sur la base de l'Accord d'Arusha de 2000».

## Dans sa décision sur le Soudan du Sud, l'UA semble également favoriser le gouvernement actuel

Pourtant, il est clair que la révision de la Constitution favorise le régime en place et va à l'encontre de la position de l'UA au sujet des changements anticonstitutionnels permettant à un régime de conserver le pouvoir.

Dans sa décision sur le Soudan du Sud, l'UA semble également favoriser le gouvernement actuel en ne faisant référence ni à l'accord de paix de 2015 ni à la cour hybride qui devrait désormais être établie.

L'UA demande notamment au gouvernement sud-soudanais de veiller à ce que le dialogue national initié en décembre 2016 par le président Salva Kiir Mayardit soit «inclusif, indépendant et impartial». L'organisation approuve également le communiqué émis le 12 juin 2017 par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à l'occasion de son sommet. Ce document exhorte les États membres de l'IGAD à convoquer une réunion pour discuter de l'absence de progrès concernant le déploiement de la force régionale de protection mandatée l'an dernier par l'ONU.

## Le Maroc parvient à ses fins concernant la décision sur le Sahara occidental

L'adhésion du Maroc à l'UA a également eu un impact notable sur le contenu de la décision de l'UA au sujet du Sahara occidental. Un nombre significatif d'États a soutenu la demande du Maroc de supprimer une phrase présente dans l'ébauche de

communiqué, laquelle demandait à l'UA de déployer une mission d'évaluation dans la région disputée du Sahara occidental.

Certains sujets et certains termes qui figurent depuis de nombreuses années dans les déclarations de l'UA sur le Sahara occidental et qui sont vus comme critiques du Maroc ont également été laissés de côté après des débats animés sur la question. Par exemple, le projet de communiqué consulté par le *Rapport sur le CPS* ne contient aucune condamnation de l'exploration et de l'exploitation illégales des ressources naturelles sahraouies.

## Quelques décisions remarquées pour renforcer la sécurité

Dans l'une de ses principales décisions prises lors du sommet, l'UA a décrété que le mois de septembre serait chaque année et jusqu'en 2020 le «mois de l'amnistie en Afrique» pour l'abandon et la collecte d'armes détenues illégalement. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route principale de l'UA sur les étapes pratiques pour «Faire taire les armes en Afrique d'ici 2020», un document adopté par la Conférence de l'UA lors du sommet de janvier 2017.

La Conférence de l'UA a également adopté une décision demandant aux États membres d'intensifier leurs efforts pour que l'Afrique obtienne deux sièges permanents et cinq sièges non permanents au Conseil de sécurité de l'ONU. Tous les États membres ont été invités à faire de cet objectif une priorité en termes de politique étrangère, et à inclure cette demande dans leurs discours lors du prochain sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies qui se tiendra en septembre 2017.

Concernant la Somalie, l'UA a appelé la communauté internationale à assurer la mise en œuvre des accords conclus le 11 mai 2017 lors de la Conférence de Londres, en particulier en ce qui concerne le soutien aux forces de sécurité somaliennes. La stratégie de retrait de la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM), celui-ci étant prévu pour 2020 ou 2021, est étroitement liée à la montée en puissance de l'Armée nationale somalienne. Il est à espérer que cette dernière prendra la place de l'AMISOM après son retrait.

# Analyse de situation

## Les défis et les opportunités de la force du G5 Sahel



Le 2 juillet 2017, les dirigeants du Tchad, du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Mali et du Niger ont officiellement procédé au lancement de la nouvelle force du G5 Sahel, en présence du président français Emmanuel Macron. Cet événement fait suite à une réunion organisée en février 2017 au cours de laquelle les chefs d'État du G5 Sahel ont annoncé qu'une nouvelle force serait mise sur pied pour lutter contre le terrorisme dans la sous-région. Cette déclaration succédait elle-même à la création, fin janvier 2017, d'une force de sécurisation du Liptako Gourma par le Burkina Faso, le Mali et le Niger dont l'objectif était de lutter contre l'instabilité dans cette région frontalière. Cette force a depuis été intégrée à la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S).

Le concept d'opérations de la FC-G5S a été approuvé le 13 avril dernier par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) lors de sa 679<sup>e</sup> réunion. Son mandat, tel que défini par le CPS, est de :

- Combattre le terrorisme et le trafic de drogue ;
- Contribuer à la restauration de l'autorité de l'État et au retour des personnes déplacées ou réfugiées ;
- Faciliter, dans la limite de ses capacités, les opérations humanitaires et l'acheminement de l'aide aux populations affectées ;
- Contribuer à la mise en œuvre des actions en faveur du développement dans l'espace du G5 Sahel.

À terme, la FC-G5S doit être composée de 5 000 membres pour la plupart des militaires originaires de ses États membres. Elle sera déployée le long de la frontière entre le Mali et la Mauritanie, dans la région frontalière du Burkina Faso, du Mali et du Niger, zone appelée le Liptako Gourma, et le long de la frontière entre le Niger et le Tchad.

### Le CSNU ne prévoit pas fournir d'appui financier à la force

Le CPS a demandé au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) d'approuver le déploiement de la FC-G5S et d'en identifier les modalités de soutien financier et logistique. La France, qui a proposé l'architecture de la résolution, souhaitait que le texte soit adopté par le CSNU en vertu du

---

5 000

NOMBRE DE SOLDATS COMPOSANT  
LA FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

---



Chapitre VII de la Charte des Nations unies, ce qui aurait assuré au FC-G5S le soutien requis.

Finalement, le CSNU s'est contenté d'«accueillir avec satisfaction» le déploiement de la FC-G5S au lieu de l'approuver explicitement. En outre, le Conseil a rappelé qu'il incombait aux États du G5 Sahel «de donner à la FC-G5S les ressources dont elle a besoin», tout en encourageant «les partenaires bilatéraux et multilatéraux à apporter davantage leur appui, notamment par la fourniture d'une assistance suffisante à la FC-G5S sur les plans logistique, opérationnel et financier».

Bien que l'Union européenne (UE) ait annoncé sa participation financière à hauteur de 50 millions d'euros, le G5 Sahel devra trouver un soutien supplémentaire en dehors de l'ONU, puisque le budget annuel préliminaire de l'opération se monte à environ 423 millions d'euros. Selon le *Rapport sur le Conseil de sécurité*, les États-Unis et le Royaume-Uni auraient rejeté un projet de résolution qui aurait obligé l'ONU à fournir un soutien financier à l'opération. Le fait que la FC-G5S soit composée de troupes intervenant sur leur propre territoire national semble ne pas correspondre au cadre juridique des opérations de maintien de la paix.

La France, qui a proposé l'architecture de la résolution, souhaitait que le CSNU adopte le texte en vertu du Chapitre VII de la Charte de l'ONU

## Financement et engagement collectif : les deux principaux défis de la force

La FC-G5S reflète l'ambition collective de ses membres face à l'insécurité croissante qui mine le Sahel malgré la présence de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) et de l'Opération Barkhane menée par France et déployée dans les États du G5 Sahel. La MINUSMA est gênée par l'insuffisance de son mandat dans la lutte contre le terrorisme, alors que le manque de capacités freine l'Opération Barkhane qui doit intervenir dans une zone étendue sur laquelle les États n'ont que peu de contrôle. La nouvelle force, qui vise à combattre le terrorisme et la criminalité transnationale dans les régions frontalières, est censée combler ces lacunes.

\$423 millions

BUDGET DE LA FORCE  
CONJOINTE DU G5 SAHEL

Elle marque également la reconnaissance de la nécessité d'adopter une approche globale dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale. En avril 2017, le Mali, le Niger et le Tchad ont, par exemple, signé un accord de coopération judiciaire dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et de la criminalité transfrontalière, y compris concernant le trafic de drogue.

Outre les difficultés financières, le principal défi endogène de la force



porte sur sa structure même. Consistera-t-elle simplement en un agrégat de bataillons, chacun doté d'un commandement national, ou bien en une coalition intégrée ? Dans le premier cas, des problèmes de cohésion et de coordination pourraient se poser. Ce modèle, utilisé par la Mission africaine en Somalie (AMISOM), a révélé de manière récurrente ses lacunes en termes de commandement et de contrôle. Un tel problème pourrait avoir de sérieuses conséquences dans une zone d'intervention difficile d'accès qui s'étend sur cinq pays. L'efficacité de la structure est également déterminée par les caractéristiques de la zone d'opérations. Le droit de poursuite de la force sera-t-il limité et les mouvements des troupes déployées seront-ils restreints de part et d'autre des trois frontières ?

La capacité des États du G5 Sahel à surmonter ces problèmes dépendra de leur degré d'engagement dans cette entreprise. Étant donné la faible probabilité que l'ONU leur apporte un soutien financier, certains États pourraient remettre en cause leur participation. Le président du Tchad, Idriss Déby, a récemment indiqué que son pays ne pouvait pas se permettre de déployer des troupes à la fois au sein de la MINUSMA, de la Force multinationale mixte (FMM) contre Boko Haram et maintenant de la FC-G5S. De plus, le Tchad et la Mauritanie ne sont pas aussi affectés par le terrorisme que le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Il reste à voir si ces pays maintiendront le même niveau d'engagement avec un soutien externe moindre. Le Tchad est, par exemple, confronté à un ralentissement économique provoqué par la baisse des prix du pétrole.

La probabilité que l'ONU apporte un soutien financier à la force est faible

### Entre autorité et légitimité de l'État

L'absence de corrélation entre la nature de la force et les caractéristiques de l'instabilité dont souffre la région représente par ailleurs un problème. Depuis l'année dernière, le Liptako Gourma, région frontalière située aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso, est confronté à une insécurité croissante et fait l'objet d'attaques perpétrées contre les forces de sécurité,

les postes frontaliers et les dirigeants locaux. Plusieurs groupes armés opèrent dans cette zone. Ansar Dine et l'État islamique dans le Grand Sahara représentent ainsi les principales menaces le long de la frontière entre le Niger et le Mali. La Katiba Macina de Hamadou Kouffa et le groupe Ansaru Islam de Malam Ibrahim Dicko sont, quant à eux, actifs le long de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso.

Cependant, leur présence n'explique pas à elle seule cette insécurité croissante. L'instabilité résulte d'une accumulation de problèmes, l'extrémisme violent n'en étant que le plus récent. Le manque de légitimité de l'État est un défi de taille qui puise sa source tant dans les bavures commises par les forces de sécurité et la corruption des fonctionnaires que dans la quasi-absence des services publics de base. À cela s'ajoutent également les rivalités, souvent violentes, entre éleveurs et agriculteurs, et les affrontements intercommunautaires qui en résultent.

Il est peu probable qu'une approche strictement militaire soit suffisante pour contrer l'instabilité de la région

Il est donc peu probable qu'une approche strictement militaire soit suffisante pour contrer l'instabilité de la région. Bien que la restauration de l'autorité de l'État fasse partie du mandat de la force, il n'est pas sûr que celle-ci soit en mesure de renforcer la légitimité d'États désapprouvés par les populations locales. Bien que le financement de l'opérationnalisation de la force soit un défi de taille, le risque de voir la composante civile négligée – notamment la sensibilisation des communautés – en faveur de la composante militaire, ne doit pas être occulté.

### Les leçons de l'Architecture africaine de paix et de sécurité

D'un point de vue structurel, la création de la FC-G5S illustre certains changements de dynamique au sein de l'Architecture africaine de paix et de sécurité. Dans cette nouvelle configuration, les mécanismes régionaux, et pas nécessairement ceux officiellement reconnus par l'UA,

prennent en charge la gestion de situations instables et ne requièrent du CPS que son aval politique. Le CPS et l'UA n'en ont qu'un contrôle limité.

Outre la FC-G5S, ces opérations comprennent notamment la FMM, qui intervient dans le bassin du lac Tchad, et la Force de protection régionale (FPR) au Soudan du Sud. Le déploiement de la FPR a été proposé par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), puis approuvé par le CPS avant d'être autorisé par le Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS). Selon cette configuration, l'approbation politique du CPS est simplement requise pour s'assurer que ces forces régionales sont éligibles à un financement externe, par exemple, de la part de la Facilité de paix pour l'Afrique de l'UE.

## La création de la FC-G5S ravive le débat sur le format des opérations de soutien à la paix en Afrique

Le CPS a tenté de remédier à cette situation dans sa déclaration sur la FC-G5S en demandant l'introduction de références au Protocole sur le CPS, à la Stratégie de l'UA pour la région du Sahel et au Processus de Nouakchott. Cependant, il est peu probable que celles-ci soient suffisantes pour faire valoir l'autorité de l'UA sur cette mission. En effet, au cours de l'année 2016, la région n'a pour ainsi dire pas figuré à l'ordre du jour du CPS, et ce, en dépit de la détérioration de la situation dans cette zone et de la présence, certes limitée, de la Mission de l'UA au Sahel, dirigée par l'ancien président burundais Pierre Buyoya.

L'UA devra peut-être réaffirmer son autorité sur les opérations régionales en se positionnant comme l'intermédiaire financier entre les communautés économiques régionales et les donateurs externes. Cependant, les difficultés rencontrées par l'organisation continentale dans le transfert de l'aide de l'UE à la FMM réduisent cette probabilité.

Alors même que la Force africaine en attente n'est pas encore pleinement opérationnelle, la création de la FC-G5S ravive également le débat sur le format des opérations de soutien à la paix en Afrique. La FC-G5S, la FMM et la FPR de la MINUSS au Soudan du Sud font figure d'autant de « coalitions de pays volontaires » semblables à la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC), avec une caractéristique régionale qui n'est pas sans rappeler celle des brigades de la Force africaine en attente. Le déploiement de la FC-G5S devrait conduire à une réflexion au sein de l'UA sur l'indispensable ajustement de l'Architecture de paix et de sécurité de l'organisation continentale à ces nouveaux développements, afin de faire valoir, à l'avenir, la pertinence politique du CPS et de l'UA dans des situations similaires.

# Analyse de situation

## Le Liptako-Gourma : épicerie de la crise au Sahel ?



Si toute la région du G5 Sahel (Niger, Burkina Faso, Mali, Tchad et Mauritanie) est confrontée à des défis sécuritaires importants, c'est sur la zone frontalière située aux confins du Niger, du Mali et du Burkina Faso, appelée le Liptako Gourma, que portent surtout les regards. Les causes du conflit dans cette région sont particulièrement complexes.

L'attention dont bénéficie le Liptako Gourma est due à l'émergence de groupes armés, notamment de groupes extrémistes violents. La Katiba Macina de Hamadoun Kouffa, alliée d'Ansar Dine au sein du Groupe pour le soutien à l'Islam et aux musulmans depuis mars 2017, opère essentiellement dans le centre du Mali. Ansarul islam, organisation dirigée par Malam Ibrahim Dicko, est quant à elle active principalement dans le Sahel burkinabé. Enfin, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), dont le leader est Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, a perpétré des attaques au Burkina Faso et au Niger.

Certains observateurs ont tendance à décrire la propagation de l'insécurité à cette zone frontalière comme une simple expansion de la crise malienne

Certains observateurs ont tendance à décrire la propagation de l'insécurité à cette zone frontalière comme une simple expansion de la crise malienne. À Ouagadougou ou dans le Sahel burkinabé, il n'est pas rare d'entendre des mécontents fustiger les « ennemis venus du Mali ». Ils reprochent à Bamako son incapacité à contrôler ses frontières et accusent les réfugiés maliens établis au Burkina Faso d'être complices de ces attaques.

Il est toutefois important de souligner que l'élargissement de l'insécurité à cette région est dû à une bonne exploitation des conflits locaux par les groupes terroristes, qui se traduit par un nombre croissant de nouvelles recrues. Ce succès est à mettre sur le compte de l'incapacité des États à intégrer ces espaces frontaliers dans les politiques nationales et du faible niveau, voire de l'absence, d'investissements productifs dans ces espaces.

### Des groupes terroristes sachant tirer parti des conflits locaux

La dégradation de la situation sécuritaire à la frontière nigéro-malienne constitue un bon exemple de capitalisation d'un conflit local par des groupes

---

1997

CRÉATION D'UNE MILICE  
D'AUTODÉFENSE PEULE

---

terroristes à des fins de recrutement. Depuis le début des années 1970 et des grandes sécheresses qui ont frappé le Sahel, cette zone est le théâtre de vives tensions, notamment entre Peuls du Niger (Tollèbè) et Touaregs du Mali (Daoussahaq), sur fond de compétition pour l'accès aux ressources naturelles et d'accusations réciproques de vol de bétail.

Dans les années 1990, à la suite de rébellions armées, notamment touarègues, naît une véritable professionnalisation de la violence de part et d'autre de la frontière. Les confrontations sanglantes qui s'ensuivent débouchent en mars 1997 sur la création d'une milice d'autodéfense peule. L'impuissance des forces de sécurité dans les zones frontalières face aux exactions commises entame fortement la crédibilité de celles-ci aux yeux des populations locales.

## Les causes du conflit sont la compétition pour l'accès aux ressources naturelles et le vol de bétail

De nombreux membres de la communauté peule vont jusqu'à accuser les unités méharistes d'envenimer le conflit avec les Touareg, notamment les Daoussahaq. Ces brigades nomades, mises en place au Mali à la fin des années 1990, étaient chargées de sécuriser les zones les plus reculées. Leurs combattants, souvent recrutés parmi les anciens rebelles intégrés à la faveur d'accords de paix, étaient en effet accusés de fermer les yeux sur les divers trafics qui pullulent dans la zone, y compris le vol de bétail, lorsqu'ils n'étaient pas tout bonnement accusés de complicité.

Ce sont ces frustrations qui sont instrumentalisées dans un premier temps par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), puis par l'EIGS et Ansar Dine, pour recruter de nouveaux membres au sein de la communauté peule le long de la frontière nigéro-malienne.

## Les populations locales se positionnent

Dans un contexte de forte hiérarchisation sociale, le rôle émancipateur joué par des groupes comme la Katiba Macina ou Ansarul islam a également permis de rallier

de nombreux jeunes peuls qui voient dans ceux-ci une alternative séduisante. À leur tour, les populations se positionnent vis-à-vis de ces groupes dans l'optique de régler des différends nés de cas d'injustice ou de conflits liés à la compétition pour les ressources naturelles. D'où l'importance pour les différents États concernés d'assurer un accès équitable aux ressources naturelles ainsi qu'un meilleur accès à la justice.

L'incapacité des États du G5 Sahel à intégrer les espaces frontaliers dans leurs politiques nationales a conduit à un rejet de leur autorité dans ces zones. Des décennies de marginalisation et d'incompréhension ont fini par le délégitimer et le faire apparaître comme un corps étranger. Au Burkina Faso, par exemple, les réactions disproportionnées des forces de défense et de sécurité contre les populations civiles soupçonnées de complicité lors des opérations successives menées dans les régions du Nord et du Sahel à la suite d'attaques revendiquées par Ansarul islam, ont contribué à agrandir le fossé avec les autorités. Tout cela intervient dans un contexte marqué par un sentiment d'abandon de ces régions de la part du gouvernement qui s'illustre par un sous-équipement, mais aussi par l'inadéquation des infrastructures existantes aux réalités locales.

S'il est vrai que les populations vivant dans ces contrées se sentent déconsidérées par leur État, les fonctionnaires œuvrant dans ces zones souffrent également d'une indigence de moyens qui les empêche de mener à bien leur mission. L'enjeu pour les États est donc de se faire accepter dans ces zones frontalières où ils sont longtemps restés absents sans oublier que la finalité n'est pas le renforcement du contrôle de l'espace, mais bien l'amélioration de la gouvernance du territoire.

## La nécessité d'une vision de long terme

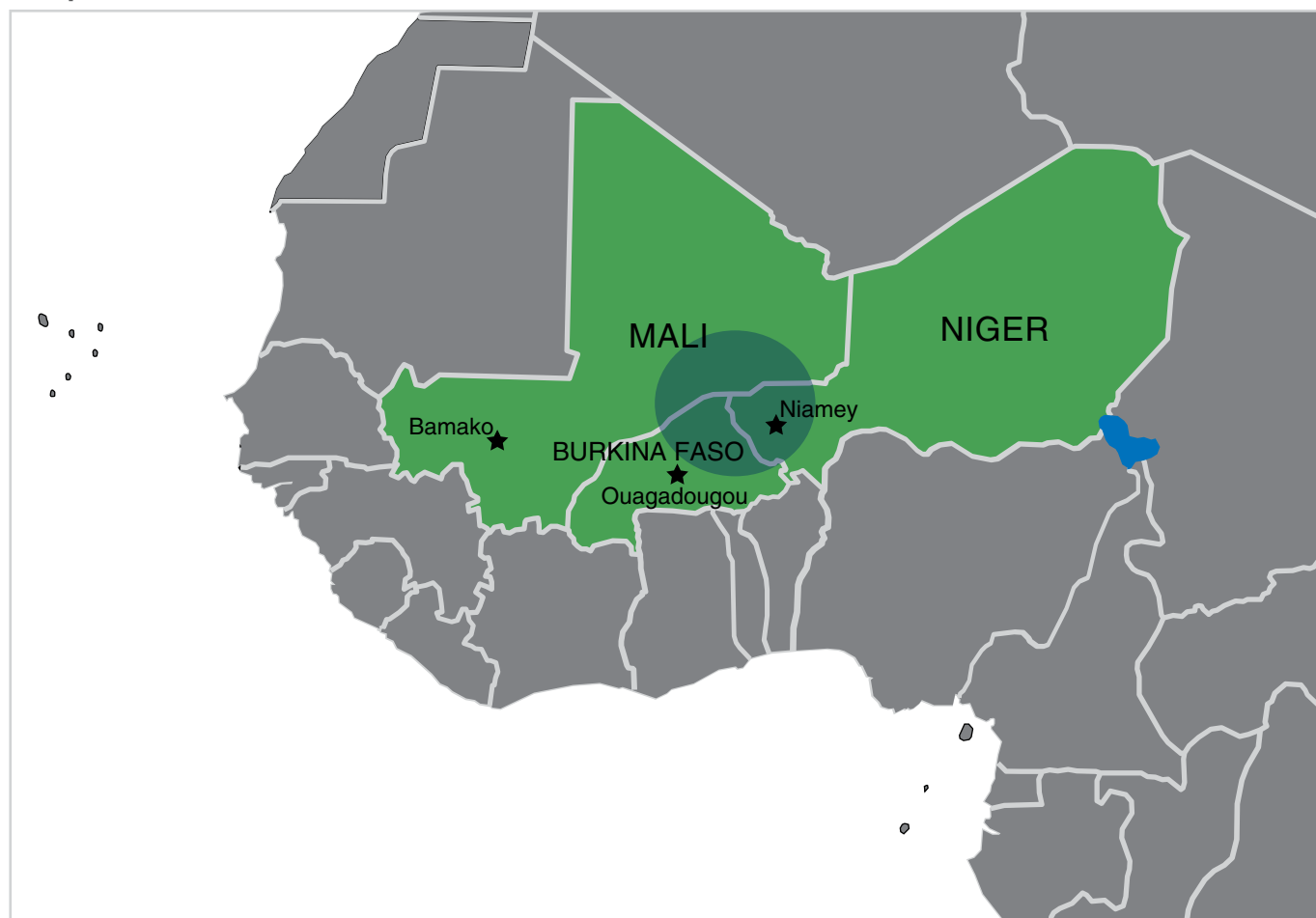
Les différentes initiatives en cours dans le Liptako Gourma, tel que le programme d'urgence du Burkina Faso pour le Sahel ou encore le plan de sécurisation intégrée du Mali pour ses régions du Centre sont un pas dans la bonne direction. Des efforts doivent toutefois être fournis pour qu'elles s'inscrivent dans une vision à long terme et qu'elles ne deviennent pas de simples mesures palliatives pour remédier à la situation actuelle.

Enfin, il est primordial pour les États d'engager dans ces zones de véritables investissements productifs dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, car les approches normatives pour endiguer le crime organisé ne suffiront pas. En effet, ces espaces frontaliers, éloignés des capitales nationales, sont utilisés comme des corridors pour les divers trafics qui essaient dans la région et qui représentent autant de stratégies d'adaptation pour les communautés locales.

L'amélioration de la situation sécuritaire dans l'espace sahélien, et en particulier dans le Liptako Gourma, implique une redéfinition de la présence étatique dans ces zones. Cela passe par la négociation d'un nouveau contrat social entre l'État et les communautés, la restauration de l'utilité sociale de l'État à travers l'accès aux services sociaux de base et une adaptation à la diversité des modes de vie sédentaire et nomade.

C'est donc au prix d'un réel projet politique pour ces territoires que la mobilisation observée depuis quelque temps à tous les échelons prendra tout son sens et générera peut-être des résultats.

#### Le Liptako Gourma





## Entretien avec le Rapport sur le CPS

Les jeunes qui s'engagent dans les groupes djihadistes ne sont pas tous des « jeunes radicalisés »

La crise au Sahel est devenue l'une des priorités de l'UA et des organisations régionales. La récente mise sur pied de la Force conjointe du G5 Sahel génère un certain optimisme quant aux perspectives de victoire dans la lutte contre les groupes armés djihadistes qui déstabilisent la région. La directrice du bureau de Dakar de l'Institut d'études de sécurité (ISS), Lori-Anne Théroux-Bénoni, explique au *Rapport sur le CPS* que l'extrémisme violent a des causes profondes et complexes dont les décideurs devraient tenir compte.

Seule une minorité de ces jeunes s'engagent surtout pour des raisons religieuses ou financières

### **Vous avez mené des recherches approfondies au Mali sur l'extrémisme violent et la radicalisation chez les jeunes. Quelles sont les principales causes de ce phénomène ?**

L'une des principales conclusions de ces recherches est que l'utilisation du concept de « radicalisation » pourrait s'avérer impropre. Les 17 chercheurs de l'équipe qui a recueilli les témoignages de quelque 76 jeunes engagés dans des groupes « djihadistes » maliens, notamment AQMI [Al-Qaïda au Maghreb islamique], la Katiba Macina et le MUJAO [Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest], ne se sont que rarement trouvés face à des jeunes radicalisés, en ce sens que leur engagement serait le résultat d'un processus d'endoctrinement religieux. Les membres de l'équipe de ce projet de l'ISS en ont donc conclu qu'il était plus pertinent de chercher à comprendre les raisons qui poussent les jeunes à rejoindre les rangs des groupes extrémistes violents plutôt que de présumer une quelconque « radicalisation ».

Contrairement à la croyance populaire, seule une minorité de ces jeunes s'engagent surtout pour des raisons religieuses ou financières. Nous avons identifié plus de 16 catégories de facteurs menant à l'engagement des jeunes dans des groupes djihadistes. Certains facteurs sont liés à un besoin de protection (du jeune en question, de sa famille ou de sa communauté) ou à des raisons économiques, y compris la nécessité de défendre une activité

génératrice de revenus (élevage, trafic de drogue, etc.). Il existe aussi des raisons d'ordre individuel, psychologique, historique et politique. D'autres sont liées à la coercition ou à l'environnement. Le rapport qui présente un résumé des résultats de ces recherches s'intitule « Jeunes "djihadistes" au Mali. Guidés par la foi ou par les circonstances ? » Ces résultats mettent à mal les idées préconçues concernant les raisons pour lesquelles les jeunes s'engagent dans des groupes extrémistes.

### **Ces raisons sont-elles bien identifiées ?**

Il existe de nombreux facteurs et des dynamiques multiples. Ceux-ci s'entremêlent, varient d'une personne, d'un groupe et d'un village à l'autre et changent à travers le temps. En outre, un individu peut se joindre à un groupe pour un ensemble donné de raisons et décider de rester dans ce groupe ou de le quitter pour des raisons autres. Notre compréhension des multiples facteurs qui sous-tendent le recrutement des jeunes doit être affinée et il convient d'éviter de leur attribuer les étiquettes « chômeur » ou « fanatique ». Cette compréhension doit être affinée au niveau théorique, mais elle doit également permettre d'améliorer l'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes.

Notre compréhension des multiples facteurs qui sous-tendent le recrutement des jeunes doit être affinée

### **Les stratégies et les initiatives adoptées par les organisations telles que la Mission de l'UA pour le Mali et le Sahel (MISAHEL) représentent-elles un pas dans la bonne direction ?**

Les réponses politiques à « l'extrémisme violent » ont tendance à rechercher une stratégie globale ou régionale de court et moyen termes. Pendant ce temps, les dirigeants des groupes djihadistes tirent parti des réalités locales immédiates au gré des opportunités qui se présentent à eux pour recruter, tout en attelant leurs objectifs ultimes à une logique de long terme. Ils utilisent également une rhétorique qui vise à donner à leurs

actions une dimension internationale. Ces différences d'approche et d'échelle sont autant de défis pour les stratégies et les initiatives entreprises par tous les acteurs aux niveaux national, régional et international, y compris la MISAHEL.

De nombreuses communautés bénéficient également des activités illicites que cette force est censée freiner

Il semble cependant qu'il y ait une prise de conscience croissante de l'importance des contextes locaux et même microlocaux dans la prévention et la lutte contre le recrutement des groupes extrémistes violents, en plus de la nécessité de cibler leur leadership, pas seulement sur le plan militaire. La MISAHEL organise par exemple, en collaboration avec le G5 Sahel, une série de colloques dans les pays sahéliens dont l'objectif est d'élaborer un cadre de référence pour guider les États dans l'élaboration de leurs stratégies ou plans d'action nationaux PCEV [prévenir et combattre l'extrémisme violent]. L'identification d'éventuels enseignements des différents pays est une étape importante dans la définition des meilleures pratiques.

### **À votre avis, quel accueil la nouvelle Force conjointe du G5 Sahel recevra-t-elle sur le terrain dans des pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger ?**

La situation dans ces trois pays reste préoccupante, surtout dans la zone où leurs frontières se rejoignent. Cette situation se caractérise par un climat d'insécurité exacerbé par des groupes armés liés dans certains cas à AQMI. En conséquence, de nombreuses écoles ont dû fermer leurs portes et les projets de développement ont été suspendus dans plusieurs régions. Les populations locales souhaitent à n'en pas douter une amélioration de la situation sécuritaire.

Il existe néanmoins quelques appréhensions légitimes au sujet du déploiement de la force du G5 Sahel, comme le risque d'être accusé à tort de terrorisme. Par ailleurs, le fait est que de nombreuses communautés bénéficient également des activités illicites que cette force est



censée freiner. Il existe des exemples documentés d'abus perçus perpétrés par des acteurs étatiques, y compris les forces de défense et de sécurité, ayant poussé certains individus à s'engager dans les rangs de groupes extrémistes violents.

Il s'agit d'un défi important pour la force. D'où la nécessité de placer le respect des droits de l'homme au cœur de l'engagement militaire. Pas seulement sur le papier dans le concept d'opérations, mais aussi dans les opérations quotidiennes qui seront menées par cette force.

## **Vous avez également entrepris des recherches sur les femmes dans les mouvements djihadistes au Sahel. Quels en sont les résultats préliminaires ?**

Nous en sommes encore à l'étape de la mobilisation pour ce nouveau projet qui se veut une suite du projet de recherche mentionné précédemment et qui était financé par l'Agence japonaise de coopération internationale, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada et le gouvernement des Pays-Bas. Il est important d'obtenir les autorisations nécessaires, de mettre en place des protocoles éthiques adéquats et d'assurer un soutien psychologique tant pour les chercheurs que pour les interlocuteurs de l'équipe de recherche.

### **Les femmes et les filles sont principalement perçues comme des victimes des groupes djihadistes armés**

Les femmes et les filles sont principalement perçues comme des victimes des groupes djihadistes armés. Lors du projet de recherche mené l'an dernier sur la présence, le rôle et les raisons de l'engagement des jeunes dans les groupes djihadistes armés, nous avons discuté avec plusieurs jeunes hommes impliqués dans de tels groupes. Ces discussions ont confirmé que, bien qu'elles puissent être victimes, les femmes jouent également le rôle d'informatrices, de cuisinières ou de blanchisseuses. Les discussions ont également mis en évidence une variété de rôles potentiels pour les femmes, en tant que mères, sœurs, conjointes, etc., tant en faveur de l'engagement que du désengagement des jeunes hommes dans les groupes djihadistes.

Ces données préliminaires soulignent l'importance de tenir compte de la sexospécificité dans les programmes de réinsertion psycho-socio-économique, de sorte que les besoins spécifiques de ces femmes et de ces filles soient pris en considération. Elles laissent également poindre la nécessité de mieux comprendre les rôles des femmes et des filles, en particulier à l'étape de la conception des mesures préventives contre l'extrémisme violent. Ce sont-là quelques-uns des enjeux que nous explorerons dans le cadre de ce nouveau projet de trois ans qui bénéficiera également du soutien du CRDI.

# Vues d'Addis

L'Union africaine courtisée par de nouveaux partenaires



Alors que le 29<sup>e</sup> sommet de l'UA portait sur les réformes cruciales à entreprendre, les changements dans les rapports de force à l'échelle mondiale continuent d'affecter les partenariats de l'organisation avec la communauté internationale.

Les partenariats mondiaux sont cruciaux pour l'UA, laquelle est encore en grande partie financée par des institutions extérieures telles que l'Union européenne (UE). Mais ces financements tendent à s'amenuiser. Par exemple, l'UE a réduit son soutien financier à l'AMISOM et pourrait même y mettre fin dès 2018.

L'impact du Brexit sur les relations entre l'UE et l'UA reste difficile à anticiper, même si un certain optimisme prévaut dans les milieux européens quant à la poursuite de la collaboration entre l'UE et le Royaume-Uni sur la paix et la sécurité, y compris en Afrique.

## Les récentes déclarations du représentant des États-Unis auprès de l'ONU suscitent l'inquiétude

La politique africaine des États-Unis du président Donald Trump demeure également une source de grande incertitude. Les récentes déclarations du représentant des États-Unis auprès de l'ONU sur la nécessité de rendre les opérations de maintien de la paix « plus efficaces », expression souvent utilisée pour parler d'une réduction du nombre de Casques bleus, suscitent l'inquiétude. Les États-Unis sont le principal bailleur de fonds des opérations de maintien de la paix.

Les diplomates insistent sur le fait que les États-Unis continuent de soutenir certaines initiatives, comme la justice transitionnelle au Soudan du Sud, et affirment que la concrétisation du slogan « l'Amérique d'abord » ne se fera pas au détriment des autres pays. Néanmoins, l'avenir des relations entre l'Afrique et l'administration Trump demeure incertain.

### L'implication de nouveaux acteurs

Dans ce contexte marqué par la fluctuation des allégeances et dans lequel, par exemple, les pays occidentaux ne se soutiennent plus de manière systématique dans les forums multilatéraux tels que le Conseil de sécurité de l'ONU, d'autres acteurs prennent le relais et intensifient leurs efforts.

---

2018

FIN DU FINANCEMENT DE  
L'UE POUR L'AMISOM

---

L'Allemagne, qui n'a joué qu'un rôle marginal à l'époque coloniale, est ainsi le fer de lance d'un nouveau Pacte avec l'Afrique. Berlin estime que ce pacte stimulera la croissance sur le continent et espère qu'il contribuera également à décourager les Africains de se lancer dans des migrations périlleuses vers l'Europe.

Avec la France, l'Allemagne a été au cours des dernières années l'un des principaux donateurs du Fonds européen de développement, d'où provient la plus grande partie du budget de l'UA. Berlin est également un bailleur de fonds historique du développement par le biais de la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ).

Les nouveaux projets de l'Allemagne pour l'Afrique s'inscrivent dans le cadre de sa présidence du G20 pour l'année 2017. Lors des réunions qui ont eu lieu à Hambourg en amont du sommet du G20, la chancelière allemande Angela Merkel a rencontré des dirigeants africains, y compris les présidents rwandais, kenyan et guinéen, Paul Kagamé, Uhuru Kenyatta et Alpha Condé, ce dernier occupant également les fonctions de président en exercice de l'UA.

L'UA doit examiner la structure de ses nombreuses réunions et de ses multiples sommets avec ses partenaires extérieurs

## Un Pacte avec l'Afrique critiqué

Les initiatives allemandes font cependant face à des critiques. Il leur est notamment reproché de trop porter sur l'endiguement des migrations et de ne pas apporter de nouvelles idées. Dans un document d'orientation, la Fondation Friedrich Ebert, un groupe de réflexion allemand, estime que le Compact avec l'Afrique met trop l'accent sur certaines politiques macroéconomiques non adaptées aux pays africains, et en particulier les pays les moins développés.

Certaines critiques vont jusqu'à tirer des parallèles entre le Pacte et la Conférence de Berlin de 1885 qui visait à partager le continent en zones d'influence. En effet, cette nouvelle initiative, élaborée sans réelles consultations avec les Africains, se concentre sur les infrastructures afin d'assurer l'extraction des ressources naturelles en faveur d'intérêts étrangers.

En outre, dans quelle mesure ce genre d'initiatives si clairement lié à un pays ou à un leader, est-il viable ? Il y a plus de dix ans, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair lançait son ambitieuse Commission pour l'Afrique, destinée à « faire de la pauvreté un élément du passé ». Ce projet était trop fortement lié à Blair, une figure peu populaire dans plusieurs milieux.

L'UA doit également revoir la structure de ses nombreuses réunions et de ses multiples sommets avec des partenaires extérieurs. Après que divers pays dont la Turquie, le Brésil et le Japon aient participé à des rencontres au plus

Turquie

Brésil

Japon

PAYS ORGANISANT DES  
SOMMETS AVEC L'AFRIQUE

haut niveau avec des dirigeants de l'UA, c'est au tour d'Israël de suivre le mouvement et d'organiser cette année au Togo un sommet israélo-africain.

### **Israël envisage d'organiser son propre sommet avec l'Afrique**

Israël a demandé l'obtention du statut d'observateur auprès l'UA et le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est rendu au Libéria le mois dernier pour assister au sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Israël est bien connu des pays africains. L'expertise militaire israélienne est prisée des chefs d'État, surtout en ce qui concerne leur protection personnelle.

Israël se considère également comme un « voisin » de l'Afrique et peut se targuer, selon un diplomate israélien, d'entretenir d'étroites relations avec nombre de pays africains, notamment dans les domaines de l'aide aux projets agricoles et du transfert de connaissances. Les pays africains « nous contactent pour obtenir des modèles de développement », explique ce diplomate.

Certains chefs d'État africains goûtent peu cette multiplicité d'acteurs et d'initiatives. Kagamé a par exemple insisté sur la nécessité de fermer les sommets de l'UA aux non-Africains et de n'inviter les partenaires de l'UA à y participer que lorsqu'un point à l'ordre du jour les concerne directement.

Certains partenaires extérieurs ont suggéré l'organisation, en marge de chaque sommet de l'UA, d'une session qui serait dédiée aux interactions entre leurs propres délégations de haut niveau et les chefs d'État africains. Cette proposition reste pour l'heure sans réponse.

### **Un réexamen des rencontres avec les partenaires**

L'ébauche la plus récente du projet de réforme de l'UA, adoptée en janvier dernier lors du sommet de l'UA, appelle à un réexamen des rencontres avec les partenaires.

L'idée est que, lorsqu'un État donné désire inviter l'Afrique dans son ensemble, le continent soit

représenté par le président de la Commission de l'UA, le président en exercice de l'organisation, son prédécesseur et son successeur, ainsi que le président en exercice de chacune des cinq communautés économiques régionales.

### **Les relations entre l'UA et le reste de la communauté internationale demeureront épineuses**

Le document suggère qu'à cette délégation de l'UA se joigne également le président du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (aussi connu sous son acronyme anglais, le NEPAD). Cette proposition n'a de toute évidence pas encore été mise en œuvre.

Les relations entre l'UA et le reste de la communauté internationale demeureront épineuses tant que l'organisation dépendra de l'aide extérieure pour financer son fonctionnement, ses programmes et ses opérations de paix. D'ici là, l'UA devra s'atteler à mieux structurer ses partenariats et se concentrer sur son autosuffisance financière.

## À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour consolider les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique. Notre objectif est de renforcer la sécurité humaine en tant qu'outil pour parvenir à une paix et à une prospérité durables. Le travail de l'ISS couvre un large éventail de thématiques, dont la criminalité transnationale, les migrations, le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et la justice pénale, la consolidation de la paix et l'analyse des conflits et de la gouvernance.

L'ISS fait usage de ses réseaux et de son influence pour proposer aux gouvernements et à la société civile des analyses pertinentes et fiables, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique. Ces initiatives agissent de manière positive sur le renforcement des politiques et des pratiques, car grâce à elles, les dirigeants sont plus à même de prendre des décisions éclairées sur les questions de sécurité humaine en Afrique.

## Les personnes qui ont contribué à ce numéro

Yann Bedzigui, chercheur, ISS Addis Abeba

Liesl Louw-Vaudran, consultante, *Rapport sur le CPS*

Ndubuisi Christian Ani, chercheur, ISS Addis Abeba

Ibrahim Maiga, chercheur, ISS Dakar

Anne-Claire Gayet, réviseure

Damien Larramendy, traducteur

## Contact

Liesl Louw-Vaudran

Consultante

ISS Pretoria

Courriel: [llouw@issafrica.org](mailto:llouw@issafrica.org)

## Les bailleurs de fonds



Government of the Netherlands

Ce rapport est publié grâce au soutien du Hanns Seidel Stiftung et du gouvernement des Pays-Bas. L'ISS souhaite également remercier pour leur appui les membres suivants de son Forum des partenaires: les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

## ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court  
361 Veale Street  
New Muckleneuk  
Pretoria, South Africa  
Tel: +27 12 346 9500  
Fax: +27 12 460 0998

## ISS Addis Abéba

5th Floor, Get House  
Building, Africa Avenue  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: +251 11 515 6320  
Fax: +251 11 515 6449

## ISS Dakar

4<sup>ème</sup> étage,  
Immeuble Atryum  
Route de Ouakam  
Dakar, Sénégal  
Tel: +221 33 860 3304/42  
Fax: +221 33 860 3343

## ISS Nairobi

The Pavilion, 5<sup>th</sup> Floor  
Mwanzi Rd, off Lower  
Kabete Rd  
Westlands, Nairobi  
Tel: +254 20 237 84 75/79